

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 13 (1997)

Artikel: Le 1er Mai 1937 : quelques échos locaux d'une journée placée au cœur de l'histoire tragique du XXe siècle
Autor: Heimberg, Charles
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-540747>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE 1^{er} MAI 1937. QUELQUES ÉCHOS LOCAUX D'UNE JOURNÉE PLACÉE AU CŒUR DE L'HISTOIRE TRAGIQUE DU XX^e SIÈCLE

Charles HEIMBERG

La journée du 1^{er} mai 1937 a probablement été ressentie par ceux qui l'ont vécue comme plus ou moins pareille aux autres. Et même si ce jour-là, il s'agissait une nouvelle fois pour la classe ouvrière et ses organisations de célébrer la fête des travailleurs, force nous est de constater que celle-ci s'est généralement déroulée en Suisse romande dans un calme significatif¹.

Ce 1^{er} mai n'était pourtant pas anodin : les douze derniers mois avaient vu éclater la Guerre d'Espagne et le camp des fascismes s'engager toujours plus concrètement contre l'idée démocratique. Madrid avait résisté vaillamment², avec l'aide toute fraîche des Brigades internationales, mais Guernica venait juste d'être bombardée. Et Barcelone, ville où la mobilisation révolutionnaire était parmi les plus avancées, s'apprêtait à connaître de terribles déchirements. Du côté de Moscou, la vague des procès politiques et des épurations massives de la fin des années trente avait démarré au cours de l'été 1936. Pourtant, en juin de la même année, la victoire du Front populaire français et l'annonce de ses conquêtes sociales avaient suscité bien des espoirs. Des sentiments sans doute contrastés, mais quand même assez sombres, devaient par conséquent habiter les esprits des ouvriers et des militants de l'époque. C'est en tout cas ce que l'on peut imaginer aujourd'hui, après que Picasso a peint la tragédie de Guernica avec le génie que l'on sait, et alors que nous savons désormais combien cette date est située à un moment charnière de l'histoire du XX^e siècle.

A Genève, où le printemps 1937 suivait également de quelques mois la défaite électorale du gouvernement cantonal à majorité socialiste, des événements apparemment mineurs peuvent être signalés au cours de ce 1^{er} mai. Le matin, par exemple, « *les premières heures de la matinée furent employées par des membres de la FOBB et de la FOMH, répartis en patrouilles cyclistes, à contrôler ateliers, fabriques et chantiers désertés par les ouvriers* »³. En outre, des hommages ont eu lieu sur les tombes de disparus du mouvement

1. C'est du moins ce qu'a prétendu la presse bourgeoise, à l'instar de l'édition du 3 mai 1937 de la *Gazette de Lausanne* qui évoque notamment les cas de Fribourg et Lausanne.

2. Voir « Madrid 1936-1939. Un peuple en résistance ou l'épopée ambiguë », Paris, *Autrement* : Série Mémoires, 1991, notamment la très belle introduction de Carlos Serrano, pp. 12-16.

3. *Tribune de Genève*, 3 mai 1937.

ouvrier, en particulier sur celle d'Emile Nicolet, un personnage dont la presse socialiste rappelle à juste titre qu'il s'était fait matraquer au cours de la grève générale de 1918 alors qu'il était déjà malade⁴.

Dans l'après-midi, le cortège désormais traditionnel de la gauche genevoise a cheminé de la Salle du Faubourg à la Plaine de Plainpalais en passant par les Rues Basses et le Molard. « *A 14 heures, le ruban rouge au veston ou au corsage, militants et militantes, ainsi que de nombreux groupes d'enfants aux vélos et chars fleuris, se formèrent en cortège aux abords de la Salle du Faubourg. On pouvait compter plusieurs milliers de participants et une centaine de drapeaux.* »⁵ Comme de coutume, la nature et le contenu du défilé ont évidemment dépendu du contexte politique, international et local, de ce printemps. Or, cette année-là, deux thèmes étaient forcément à l'ordre du jour : la solidarité avec l'Espagne républicaine et l'unité du mouvement ouvrier dans sa lutte contre le fascisme international.

Présence de la question espagnole

« La lutte conduite par nos héroïques camarades de l'Espagne républicaine anime toutes nos pensées et tous nos espoirs.

Ils vaincront ! C'est ce que nous disons chaque jour et ce que nous répétons avec plus de ferveur encore en cette journée de Premier Mai.

La grande leçon donnée au prolétariat mondial par le drame espagnol portera ses fruits.

C'est partout que l'on comprend mieux aujourd'hui que ce n'était le cas avant le 18 juillet 1936, la signification des mots : capitalisme, classe possédante, fascisme et militarisme. Ils ne sont plus des abstractions, mais de tragiques et cruelles réalités. »

Cet éditorial de Léon Nicole publié dans le cadre de la préparation du 1^{er} mai⁶ nous confirme bien la place centrale qu'occupait alors la question espagnole dans les esprits progressistes. Une autre déclaration solennelle, émanant cette fois du Parti communiste suisse, va par ailleurs dans le même sens :

« En Espagne, le peuple uni contre le fascisme est en train, après de longs mois de batailles horribles et sanglantes, de battre le fascisme espagnol tout en préparant la défaite de Hitler et de Mussolini. La population ouvrière suisse place le Premier mai au service de la solidarité avec l'Espagne républicaine. La lutte glorieuse qui se déroule sur le territoire

4. *Le Travail*, 3 mai 1937. Le socialiste Emile Nicolet est décédé en 1921, quelque temps après avoir été élu conseiller national et conseiller administratif de Plainpalais.

5. *Tribune de Genève*, 3 mai 1937.

6. *Le Travail*, 30 avril 1937.

espagnol est d'une importance décisive pour la protection de la paix et de la liberté de tous les peuples.»⁷

Le fait que les événements espagnols représentaient un enjeu politique crucial sur la scène européenne et mettaient en jeu l'existence-même des démocraties a été assez régulièrement évoqué. Et il a naturellement poussé à l'unité ouvrière contre le spectre des fascismes.

La nécessité de l'unité ouvrière

Ce thème retrouvé de la nécessité de l'unité a aussi été, dans une certaine mesure, la conséquence de la victoire nazie en Allemagne, mais il a découlé tout autant du succès des alliances de Front populaire, dont celle qu'il s'agissait désormais de défendre en Espagne⁸. En outre, pour les communistes, après les errances de la vague d'intransigeance à l'égard de la social-démocratie, cette politique relativement nouvelle est devenue une nécessité dans le contexte de plus en plus pressant des campagnes pour l'interdiction pure et simple du mouvement communiste⁹ et pour la réglementation des conflits de travail¹⁰:

«Loi anticommuniste et loi Duboule ont à l'origine cette même volonté réactionnaire d'amenuiser, de réduire, puis de supprimer les droits démocratiques les plus chers au peuple de Genève. Les fossoyeurs de la Constitution ont misé gros sur la «neutralité» de l'Union des Syndicats. Le 1^{er} mai 1937 doit faire cette démonstration que leurs espoirs sont vains et que la classe ouvrière genevoise, instruite par des exemples tour à tour tragiques et magnifiques, sait, elle aussi, à l'heure du danger et en dépit des tendances reconstituer son unité.»¹¹

En parcourant ces propos, on peut donc percevoir que la question de l'unité était effectivement posée entre les différents courants du mouvement ouvrier – les socialistes et leurs diverses sensibilités, les communistes et, dans une certaine mesure, les anarchistes – et se prolongeait au sein du mouve-

7. *Le Drapeau rouge*, 1er mai 1937.

8. En ce qui concerne le Parti socialiste suisse, voir Pierre Jeanneret, «Le Parti socialiste suisse et la Guerre d'Espagne», *Revue suisse d'histoire*, 1988, n° 3, pp. 272-274.

9. Rappelons qu'à cette époque, le canton de Neuchâtel venait à peine d'approuver l'interdiction du Parti communiste qui avait été attaquée par référendum, alors que Genève et Vaud le suivront dans cette voie, respectivement les 13 juin 1937 et 30 janvier 1938.

10. Il s'agit ici de la Loi Duboule, un projet qui visait à réglementer l'élaboration des contrats collectifs de travail, afin d'éviter notamment des conflits ou grèves. Il a finalement échoué mais annonçait en quelque sorte, à l'échelle cantonale, la signature dans le secteur de la métallurgie de l'accord de Paix du travail de juillet 1937. Voir Paolo Gilardi, *De la "Genève rouge" à la Paix du travail. Mouvement ouvrier et patronat genevois face à la question de la paix sociale, 1935-1938*, Genève, «Que Faire?», 1987.

11. Appel d'Etienne Lentillon pour un «1^{er} mai d'unité!», *Le Drapeau rouge*, 17 avril 1937.

ment syndical. Cette unité apparente du 1^{er} mai 1937 avait en outre un caractère relativement défensif dans un contexte très particulier de fermeture idéologique¹² et d'attaques diverses au mouvement ouvrier et à ses droits démocratiques.

La censure du char anarchiste

Le défilé genevois du 1^{er} mai 1937 a d'abord été marqué par l'interdiction d'un char que les autorités ont considéré comme contenant des slogans inacceptables. En réalité, le camion des anarchistes – qui avaient apparemment la volonté de s'affirmer avec éclat quitte à devoir en découdre – diffusait par haut-parleur des chants comme «L'hymne au peuple» ou «A la barricade», et était recouvert de slogans de soutien à la lutte de la CNT et de la FAI¹³ affirmant notamment qu'ils vaincraient «*le fascisme international*»¹⁴. Au nom des arrêtés fédéraux d'août 1936 qui interdisaient toute forme de soutien à l'Espagne républicaine¹⁵, les autorités genevoises ont donc fait intervenir 150 gendarmes pour empêcher le char de circuler. Celui-ci reviendra plus tard sur la Plaine de Plainpalais, sans chants ni slogans, mais barré d'une énorme inscription : «*Censuré!*»

La presse bourgeoise n'a pas manqué de se féliciter de l'ordre qui a pu être finalement assuré au cours de ce Premier Mai qui suivait juste la période de la présence de Léon Nicole à la tête du Département de justice et police¹⁶. Ainsi a-t-elle notamment approuvé la censure du char anarchiste ou l'interdiction d'un drapeau portant l'étoile soviétique. Fidèle à une vision de la situation internationale de l'entre-deux-guerres qui la menait à fustiger systématiquement les dangers du communisme tout en banalisant sérieusement la menace que représentait le fascisme pour la démocratie¹⁷, elle a par contre fait bien peu de cas des provocations de quelques meneurs de l'Union nationale.

12. Voir à ce propos Hans Ulrich Jost, «Menace et repliement. 1914-1945», in *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986 (1982-1983), pp. 683-770.

13. Confederación Nacional del Trabajo et Federación Anarquista Ibérica.

14. *Journal de Genève*, 2 mai 1937.

15. Arrêtés promulgués les 14 et 25 août 1936 qui prohibaient toute livraison de matériel de guerre, tout enrôlement de volontaires, mais limitaient aussi considérablement le droit de manifester un quelconque soutien à l'un ou l'autre des protagonistes de la Guerre d'Espagne.

16. *Journal de Genève*, 2 mai 1937.

17. Cette attitude se développait depuis longtemps, en particulier à l'égard du fascisme italien. Voir Charles Heimberg, *Les trains sont à l'heure... mais à quel prix? Mussolini et le fascisme dans le Journal de Genève (1921-1936)*, mémoire de licence, Genève, Université, 1990.

La bagarre du Molard

Ceux-ci ont pourtant été vraisemblablement à l'origine d'une bagarre au Molard au cours de laquelle un reporter photographe de *La Tribune*, un certain Aimé Savary, a été molesté au point de risquer d'y perdre un œil.

Le 5 mai, dans l'enceinte du Grand Conseil genevois, le député René Duclos, de l'Union nationale, a développé une interpellation à propos de ces événements, accusant des individus « *qui sans doute sont des étrangers venant d'Annemasse, [et qui] craignant d'être repérés sur des documents photographiques, ont assailli M. Savary [...]* »¹⁸. Jean Vincent et Jacques Dicker ont évidemment réfuté cette accusation rituelle et peu imaginative concernant d'éventuels meneurs étrangers¹⁹. Ils ont surtout contesté l'affirmation du conseiller d'Etat Balmer selon laquelle l'action de la police aurait empêché des violences prévisibles. Ainsi, pour Jean Vincent, « *le cortège du 1^{er} mai – c'est ce qui gêne sans doute ces messieurs – s'est déroulé dans l'ordre et la discipline, dans le calme le plus parfait* »²⁰, il n'y a donc aucune raison de faire allusion à une soi-disant bande de fauteurs de troubles venus de France voisine. Le vrai débat a dès lors porté sur la question de savoir si l'action de la police était nécessaire et si elle avait permis d'assurer un ordre sérieusement menacé.

Le meeting de Plainpalais

La dernière phase de cette journée de fête des travailleurs un peu particulière s'est déroulée sur la Plaine de Plainpalais, avec notamment différents discours. On y a d'emblée parlé de l'Espagne, ce qui n'est pas étonnant. En effet, au moment du meeting, Charles Rosselet, président de l'Union des Syndicats, a élevé « *tout d'abord une protestation contre la décision prise par le Département de justice et police d'interdire la circulation dans le cortège d'un camion sur lequel des affiches et des pancartes évoquaient les événements d'Espagne* ». Il a ajouté que c'était « *une injure collective à tous de nous empêcher d'évoquer l'héroïsme du peuple espagnol* ».

Dans la même intervention, le dirigeant syndical a encore dénoncé le projet genevois d'interdiction du Parti communiste – qui devait être voté en juin – en pensant « *à nos frères d'Espagne qui, eux, courageusement, durement, en payant de leur sang, de leur vie, luttent pour cette liberté que voudrait leur ravir le fascisme international* »²¹. Ce socialiste modéré, qui va combattre ouverte-

18. Mémorial du Grand Conseil, Genève, 1937, p. 770.

19. Cette image des troubles provoqués par des éléments étrangers venus d'Annemasse est un peu une constante dans l'histoire des luttes sociales à Genève, des grèves du tournant du siècle à la récente contestation d'un défilé militaire.

20. Mémorial du Grand Conseil, Genève, 1937, p. 771.

21. *Le Travail*, 3 mai 1937.

ment les lois anticomunistes au cours de ces années trente mais les approuver ensuite sur le plan fédéral après le Pacte germano-soviétique, est même allé jusqu'à interpeller directement ses collègues communistes, puisque :

*« M. Rosselet, qui se trouvait sur le podium avec des chefs communistes, releva ensuite que s'il était opposé aux lois anticomunistes, il demandait par contre à ces derniers le droit de vivre dans les pays où les socialistes et les syndicalistes avaient été persécutés et supprimés. Les communistes et bolchévistes de tous poils restèrent cois et nous n'avons pas vu M. Nicole applaudir. »*²²

Ce débat apparemment contradictoire et ces sous-entendus sont d'autant plus intéressants qu'ils n'ont alors pas empêché le maintien de l'unité des organisations ouvrières. Il est vrai que l'on ne saurait négliger ici la pression d'une conjoncture internationale qui rendait cette unité indispensable. Le danger fasciste était alors une réalité objective, fortement ressentie dans la population ouvrière, et il imposait de resserrer les rangs et de dépasser les querelles idéologiques. On pourra évidemment rétorquer que c'est précisément à cette époque que la répression et la mise au pas staliniennes se sont déchaînées et ont pris un caractère de masse. On se demandera aussi si cette unité était vraiment profonde, ou si elle n'était pas une simple adaptation de circonstance. Mais cela n'enlève rien à la pertinence de ce sentiment antifasciste, ni au bien-fondé de la perception que de ce qui se jouait alors en Espagne pouvait dépendre l'avenir de la démocratie et de la liberté en Europe et dans le monde.

Si l'on repense aux quelques événements locaux et de prime abord anecdotiques que nous avons décrits, nous pouvons donc constater qu'ils mobilisaient des thèmes significatifs de cette période historique : la pression générale des fascismes ; la remise en cause helvétique des droits démocratiques les plus fondamentaux en matière d'expression de toute solidarité avec la République espagnole, puis à l'encontre des communistes ; mais aussi, dans une certaine mesure, la réalité de la répression stalinienne.

Même si les acteurs en présence n'en étaient sans doute guère conscients, ces petits faits politiques et militants ont émergé dans un contexte et au moment d'un drame d'une très grande signification. Est-ce donc un hasard si au Grand Conseil le conseiller d'Etat Balmer a pu évoquer ce « *char, pourvu d'un haut-parleur et qui énonçait les "mérites" de la Confédération nationale espagnole du travail et de la Fédération anarchiste ibérique – dont les adeptes s'entre-tuent depuis 48 heures à Barcelone* » ?²³ De fait, cet exemple nous le montre bien, les violences qui ont déchiré le camp républicain au cours des sanglantes journées de mai ont pu être immédiatement utilisées par les forces conserva-

22. Compte rendu du *Journal de Genève*, 2 mai 1937.

23. Mémorial du Grand Conseil, Genève, 1937, p. 774.

trices au profit d'un dénigrement général de la lutte du peuple espagnol pour ses libertés (et celles d'autres peuples).

Derrière l'unité apparente, la querelle de mai 1937

Comme nous l'avons vu, la référence commune à la Guerre d'Espagne a donc pu apparaître comme un facteur d'unité du mouvement ouvrier genevois dans le contexte du 1^{er} mai 1937. On sait en tout cas qu'elle a correspondu à de réelles activités de solidarité, Genève ayant été la plaque tournante en Suisse du soutien aux républicains espagnols²⁴. Elle a sûrement découlé aussi d'un sentiment assez profond à l'égard de ce qui se jouait en Espagne, ce qui était encore renforcé par le fait que de nombreux combattants et victimes étaient connus à Genève²⁵. Mais la lecture de la presse ouvrière au cours des mois qui précèdent ou qui suivent cette date est aussi instructive et nous oblige à nuancer cette première affirmation. En octobre 1936 par exemple, *Le Drapeau rouge*, organe des communistes, avait déjà souligné les problèmes posés en Catalogne par les anarchistes dans le cadre des milices républicaines, ainsi que la nécessité selon lui de passer à une forme d'organisation militaire plus efficace :

*« La milice populaire était la seule forme d'organisation qui pouvait faire face à la situation, telle qu'elle s'est présentée les premiers jours. Par contre aujourd'hui, avec la perspective d'une guerre civile difficile et longue, le nouveau décret qui vise à transformer la milice en une armée régulière, est une mesure nécessaire que les milices saluent avec enthousiasme. »*²⁶

Ce point de vue, apparemment réaliste, a certes fini par prévaloir au sein du camp républicain. Mais il a aussi été le point de départ, si ce n'est le prétexte, de campagnes d'épuration ou de répression qui nuisent beaucoup à l'image de la lutte démocratique qui se déroulait alors sur le front espagnol²⁷. Même si ces événements n'ont pas touché la majorité des combattants de l'Espagne républicaine, ils n'en ont pas moins eu une grande signification pour la compréhension de cette guerre civile et de l'histoire du XX^e siècle. Ils ont d'ailleurs fait de nombreuses victimes, certaines illustres et d'autres plus anonymes, parmi

24. Pierre Jeanneret, *op. cit.*

25. Voir par exemple *Le Réveil anarchiste* des 15 et 29 mai 1937 où est annoncé le décès d'un certain Barbieri – mort qui est presque simultanée à celle de l'anarchiste italien Camillo Berneri –, et ce avec d'autant plus de tristesse qu'il s'agit d'un ancien militant du Groupe du Réveil anarchiste qui avait été expulsé de Genève (il s'agit de Francesco Barbieri).

26. *Le Drapeau rouge*, 24 octobre 1936.

27. Voir à ce propos l'ouvrage de Pierre Broué, *Staline et la Révolution. Le cas espagnol*, Paris, Fayard, 1995.

lesquelles le dirigeant du POUM²⁸ Andrés Nin, mais aussi le jeune étudiant Hans Freund qui avait interrompu des travaux sur la Révolution genevoise de la fin du XVIII^e siècle pour venir combattre le fascisme en Espagne²⁹.

A propos de ces déchirements et des confrontations politiques dont ils découlent, un point de vue très différent est exprimé un peu plus tard dans le *Réveil anarchiste* de Louis Bertoni :

« Tout d'abord, l'élan révolutionnaire du début, déclenché par la rébellion fasciste, a animé tout le peuple travailleur plus préoccupé alors des transformations sociales que de la guerre qui – à son idée – ne devait pas être de longue durée. Esquissant les grandes lignes des conditions sociales, progressant sur la voie de la collectivisation, on voyait déjà la Révolution réalisée. Et lorsque, par l'intervention massive des puissances fascistes, la trahison honteuse des Etats dits démocratiques, la guerre entre bandes rebelles et milices populaires se transforme en une guerre moderne de position et d'usure, les partisans les plus chauds de la Révolution, devant les intrigues des politiciens et les manœuvres de ceux qui exploitèrent les nécessités et les exigences présentes de la guerre en faveur d'un militarisme bientôt triomphant, lancèrent ce cri d'alarme : "A quoi sert de gagner la guerre si l'on perd en même temps la révolution ?" ».

Dans cet article, la feuille anarchiste relève cependant aussi, et non sans quelque raison, que « *si l'on perd la guerre, on perd tout, y compris la révolution* »³⁰. On peut évidemment s'interroger sur la nature et la représentativité réelles de la dynamique révolutionnaire qui est ici décrite. Cela dit, il est non moins vrai que ce débat de stratégie militaire ne devrait pas occulter les expériences concrètes de la révolution espagnole – des situations de double pouvoir aux collectivisations agraires – qui, quand et là où elles ont eu lieu, ont certainement contribué à dynamiser le camp républicain, à le mobiliser davantage, à le rendre plus fort et capable de se surpasser face à la menace de l'armée rebelle.

Ne pas oublier l'enjeu principal

Quand on lit ces propos si contradictoires, quand on perçoit ces visions si opposées de ce qui était en train de se passer sur le front espagnol, on constate combien l'unité défensive du 1^{er} mai 1937 genevois était en réalité fragile face aux terribles déchirements qui se préparaient. Guerre traditionnelle ? Guerre révolutionnaire ? L'une ou l'autre ? Les deux en même temps ? Est-il possible aujourd'hui pour les historiens de trancher complètement et définitivement cette

28. Partido Obrero de Unificación Marxista.

29. Voir la courte présentation que nous lui consacrons à la suite de cet article.

30. *Le Réveil anarchiste*, 26 juin 1937.

question de savoir ce qui aurait été le plus efficace face à la menace fasciste ? Pour cela, il faudrait d'abord éviter de raisonner de manière trop abstraite, en renonçant par exemple à toute réflexion sur l'échelle à prendre en compte (la Catalogne et l'Aragon ? l'Espagne républicaine ? l'Europe dans son ensemble ?). Il faudrait aussi considérer ce qu'a vraiment été l'ampleur de la répression stalinienne, c'est-à-dire la substance et la réalité du potentiel révolutionnaire qu'elle a brisé. Cette critique historique est nécessaire, elle devrait nous aider à mieux comprendre ce qui a finalement été perdu du point de vue du socialisme et de la classe ouvrière par la faute de renoncements non débattus démocratiquement, de divisions aux conséquences terrifiantes, de langues de bois destructrices. Cela dit, même s'il est évident que les mobiles et le déroulement de la Guerre d'Espagne ont été plus complexes qu'on veut bien le croire, il ne faudrait pas non plus que ces analyses nous éloignent de l'essentiel, c'est-à-dire de la confrontation des fascismes avec les défenseurs des libertés démocratiques, et des terribles responsabilités des démocraties européennes dans la défaite du camp républicain à cause de leur politique de non-intervention. Sans parler du fait que cette attitude n'a pas manqué non plus de laisser un large espace à la présence et aux agissements staliniens, ceux-ci n'ayant guère correspondu, comme on le sait, à une réelle volonté de faire triompher la démocratie ou le socialisme en Espagne³¹.

En réalité, si les causes et les dynamiques de la Guerre d'Espagne ont été particulièrement subtiles et compliquées, il faut surtout relever qu'elles ont découlé de contradictions qui allaient bien au-delà des clivages politiques traditionnels.

« C'est bien simple. En Espagne, les riches, les grands propriétaires, ont de la propriété une conception féodale, l'armée de son office une conception de caste. Et tout cela allait prendre fin avec la République, une République cependant bien bourgeoise, lente dans ses procédures et respectueuse des intérêts conservateurs ! Et voilà pourquoi fut fomentée la rébellion [sic] : Ne cherchez pas d'autre explication. En Espagne, comme dans le monde entier, sont en présence non pas des partis, mais des conceptions antagonistes de la civilisation. »³²

Ce point de vue, fondamental pour notre propos, a été exprimé par une personnalité modérée du camp républicain. Il souligne à juste titre la nature particulièrement complexe des sentiments qui ont été à la base du conflit qui a éclaté en 1936 au sein de la société espagnole. Il nous confirme également

31. Pierre Broué, *op. cit.*

32. Extrait d'un discours prononcé à Paris le 10 octobre 1936 par Don Ossorio y Gallardo (1873-1946), un modéré, ancien ministre de la monarchie, écrivain catholique, mais qui sera aussi ambassadeur de la République espagnole à Paris. Publié dans le *Bulletin d'informations de l'Association des Amis de l'Espagne républicaine*, Genève, n° 3, décembre 1936.

qu'une question d'échelle se pose effectivement autour de toute compréhension de la Guerre d'Espagne: non seulement parce que les drames qui s'y sont déroulés ont pris du sens bien au-delà du front de la guerre civile, mais aussi parce que les antagonismes politiques y ont sans doute été encore plus profonds qu'il n'y paraissait de prime abord, mobilisant des visions de l'homme et des conceptions de la société, de la culture et de la civilisation très divergentes. La Guerre d'Espagne s'est trouvée au cœur du XX^e siècle de par sa situation chronologique, et surtout parce qu'elle a constitué une répétition générale de la guerre antifasciste qui s'annonçait. Elle est porteuse de sens dans la mesure où elle a été le théâtre d'exactions stalinienne qui ont brisé directement une dynamique révolutionnaire, mais qui sont aussi inscrites dans l'histoire séculaire du stalinisme, et dans ce que l'historien Hobsbawm a appelé le « *court vingtième siècle* »³³. En outre, si elle paraît aujourd'hui très actuelle dans sa dimension de résistance à la barbarie, elle n'en a pas moins été marquée par la survivance de non-contemporanéités et d'archaïsmes, de traits de mentalités remontant au moins au XIX^e siècle, et peut-être plus loin encore, qui expliquent en partie une violence et une cruauté dont l'étude, de ce point de vue-là, est encore à faire.

La solidarité avec les républicains espagnols a donc bien relevé de conceptions de l'homme et de la civilisation tout à fait spécifiques, même si elle a d'abord été naturellement déterminée par des engagements politiques ou idéologiques plus locaux et plus immédiats. Réfléchir à une solidarité ou à un soutien politiques à des échelles différentes peut nous mener à des constats contradictoires, mais aussi à des clins d'œil de l'Histoire. Ainsi, par exemple, lorsque Charles Rosselet apostrophait ses camarades communistes sur la Plaine de Plainpalais à propos de leur conception de la tolérance et de la démocratie, il leur posait sans doute une question fort pertinente. D'ailleurs, n'était-il pas significatif de retrouver aux avant-postes de la solidarité romande avec l'Espagne républicaine un André Oltramare, c'est-à-dire un autre socialiste modéré qui fondera, quelques années plus tard, avec le même Charles Rosselet, un Parti socialiste genevois opposé aux ambiguïtés des amis de Léon Nicole à l'égard du stalinisme? De même qu'il est réducteur de vouloir assimiler les Brigades internationales au seul mouvement communiste, il ne faut pas oublier non plus que la solidarité avec l'Espagne républicaine a bien été aussi le fait de démocrates et de socialistes modérés, et non pas seulement celui de militants communistes ou d'extrême gauche.

Pourtant, sur la scène des nations européennes, le camp des modérés et de ceux qui se réclamaient de la démocratie a malheureusement pris la terrible responsabilité et fait le choix d'abandonner la République espagnole à son triste

33. Eric John Hobsbawm, *Il Secolo breve. 1914–1991: l'era dei grandi cataclismi*, Milano, Rizzoli, 1995 (édition originale: *Age of Extremes – The Short Twentieth Century 1914–1991*, 1994).

sort. Et du point de vue du mouvement ouvrier, n'oublions pas non plus ce qu'ont été les responsabilités particulières du gouvernement français de Front populaire et des forces qui le soutenaient dans la gestion de la crise espagnole et la politique dite de non-intervention³⁴. Par ailleurs, en ce qui concerne les communistes, le fait d'avoir trop souvent confondu les crimes de quelques-uns avec les espoirs légitimes et l'engagement respectable de larges couches de la population ouvrière, loin d'avoir contribué à faire avancer une critique utile et nécessaire du stalinisme, a plutôt eu tendance à favoriser son étouffement. En outre, mais à propos cette fois des autorités helvétiques, il y a lieu de souligner que l'interdiction des organisations communistes suisses qu'elles décideront dans les années suivantes – avec, il est vrai, un certain soutien populaire – ne permettra guère de servir la cause de la démocratie et du sens critique, pas plus que cela n'avait été le cas avec la politique de répression de tout soutien actif à la République espagnole.

En définitive, après les Accords de Munich et le Pacte germano-soviétique, l'échange du 1er mai 1937 entre Charles Rosselet et les communistes genevois peut être désormais appréhendé dans toute sa dimension symbolique. Aujourd'hui, dans un contexte historique certes bien différent, la promotion d'une conception humaniste, ouverte et plurielle de la citoyenneté et de la civilisation est toujours d'actualité. Et cet idéal ne cesse de s'affronter à de nouvelles embûches, notamment sur le plan des droits sociaux et du pluralisme de la pensée. De ce point de vue, même si les problèmes posés à l'époque étaient déjà relativement complexes et parfois assez contradictoires, nous pouvons quand même souligner combien tout ce qui se jouait dans le contexte de cette journée du 1^{er} mai 1937 résonne encore fortement dans les consciences de notre fin de siècle.

34. Voir à ce propos Jacques Kergoat, *La France du Front populaire*, Paris, La Découverte, 1986. Ainsi que Serge Halimi, *Sisyphes est fatigué: les échecs de la gauche au pouvoir, 1924, 1936, 1944, 1981*, Paris, Robert Laffont, 1992.

Annexe

**DE GENÈVE À BARCELONE,
UN JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE
PARMI LES VICTIMES DE STALINE**

Un jeune trotskiste, d'origine juive et de nationalité allemande, a parcouru un itinéraire singulier dans les années trente, de l'étude de la Révolution genevoise de la fin du XVIII^e siècle à l'engagement concret contre le fascisme. Il a disparu dans le contexte de la répression stalinienne du mois de mai 1937 en Catalogne.

La vie d'un jeune militant peut revêtir des aspects fort contrastés. Elle peut consister pour l'essentiel en une activité intellectuelle intensive, portée par exemple sur l'étude historique. Mais elle peut aussi se dérouler sur la scène d'événements dramatiques, au cœur même de l'actualité révolutionnaire.

Hans Freund¹, ce «*jeune se plaisant aux études historiques*»², a été immatriculé à l'Université de Genève à la Faculté des Sciences économiques et sociales, probablement en sociologie, de l'hiver 1933 à l'été 1936. Gaston Gremaud, lui-même ancien militant trotskiste, se souvient de lui comme d'un militant enthousiaste et passionné qui l'avait contacté au sein du mouvement socialiste et l'avait convaincu de rejoindre un petit groupe lié à la Quatrième Internationale qui faisait alors de l'entrisme au sein du parti de Léon Nicole, tout spécialement dans son organisation de jeunesse³.

Dans le cadre de ses études universitaires, Hans Freund s'intéressait à la Révolution genevoise de la fin du XVIII^e siècle. A ce sujet, nous ne disposons pas de traces directes de ses travaux universitaires, mais nous pouvons nous référer à quatre articles qui ont été publiés en 1936 dans *Le Réveil anarchiste* de Louis Bertoni⁴. Complètement ignorés de l'historiographie de cette période, ils présentent pourtant un point de vue très original sur la question.

Ces textes, dont la syntaxe parfois hasardeuse confirme dans une certaine mesure l'identité non francophone de leur auteur, sont l'expression d'une vision matérialiste de la Révolution genevoise. On y retrouve une dynamique de lutte

1. Ces quelques notes sur Hans Freund ont été rendues possibles par des témoignages ou informations de Gaston Gremaud, Peter Huber et Daniel Künzi. Que tous soient ici remerciés. Mais elles sont surtout dues à la suggestion initiale de Michel Thévenaz (voir note 5 ci-dessous).

2. D'après la présentation qui en est faite en introduction de ses articles dans *Le Réveil anarchiste*, 1^{er} février 1936.

3. Entretiens avec Gaston Gremaud, novembre-décembre 1996.

4. *Le Réveil anarchiste*, 1^{er} février, 15 mars, 15 et 31 mai 1936, en p. 4.

des classes telle qu'elle peut être décrite dans toute littérature marxiste, mais dans un esprit un peu mécaniste, sans qu'y soient forcément apportées toute la profondeur et toutes les nuances nécessaires. En outre, le contexte politique dans lequel écrit le narrateur est parfois évoqué, et on sent qu'il reste au cœur de ses préoccupations, comme lorsqu'il évoque par exemple le refus helvétique de reconnaître l'Union soviétique.

Des caractéristiques de la Révolution genevoise aussi porteuses de sens que le refus d'accorder la citoyenneté aux non-protestants sont également soulignées. Et lorsqu'il s'agit d'évoquer la radicalisation de 1794, Freund met en avant la personnalité du publiciste «égaliseur» Jacques Grenus pour avoir été son principal avocat. Ainsi insiste-t-il sur les mesures de taxation qui ont alors été prises par les éléments les plus avancés de la bourgeoisie. Il leur attribue un esprit anticapitaliste, évoque la possibilité d'une démocratie des Clubs qui aurait été particulièrement avancée et signale même certaines positions internationalistes. Ici, il a un peu tendance à calquer ses propres représentations des luttes politiques sur ces événements de la fin du XVIII^e siècle. Mais il rappelle en même temps qu'une révolution bourgeoise n'est pas possible sans une certaine libération du monde paysan, en l'absence de toute levée d'impôts ou en laissant le pouvoir s'exercer par les mêmes personnes. Les analyses de Freund sont donc tout à fait enrichissantes et novatrices, elles rompent complètement avec l'historiographie traditionnelle. En effet, dans les années trente, celle-ci commençait à peine à prendre en compte l'action des révolutionnaires genevois, mais en tentant de les décrire en modérés fort éloignés des excès français. Elle s'est en particulier efforcée, et cela continue aujourd'hui, de décrire Jacques Grenus comme un personnage tortueux, voire comme un simple traître vendu aux Français.

De ce point de vue, le tableau dressé par Freund apporte une image bien différente. Il a en outre l'intérêt d'émaner d'un observateur extérieur, et d'être affranchi d'une lecture trop « nationale » de la Révolution genevoise, notamment lorsqu'il évoque les liens de dépendance de l'aristocratie locale à l'égard des puissances conservatrices voisines. Cela dit, il aurait pu aller un peu plus loin et, par exemple, inscrire davantage les limites de ce processus révolutionnaire genevois dans son caractère étroitement protestant⁵.

Il aurait sans doute été passionnant de pouvoir lire l'intégralité des travaux d'Hans Freund. Malheureusement, il ne semble pas que d'autres textes soient disponibles puisque le jeune étudiant a fait le choix d'aller poursuivre son com-

5. Ces remarques historiographiques – et la référence aux textes de Freund sur la Révolution genevoise – sont dues à Michel Thévenaz qui préparait un ouvrage sur cette période révolutionnaire dans lequel ces constats devaient être plus largement développés et documentés. Il est donc à souhaiter que les réflexions de Michel Thévenaz sur la Révolution genevoise puissent être publiées et trouver leur place dans la bibliographie de cette période.

bat politique antifasciste et internationaliste au cœur des événements qui secouaient l'Europe de ces années 1936-1937. Sa démarche historique est donc restée inachevée.

En Espagne, la présence d'Hans Freund, qui répondait là-bas au pseudonyme de Moulin, a été signalée dans des ouvrages historiques, notamment par Pierre Broué⁶ et David Vogelsanger⁷, ainsi que dans le témoignage des époux Thalmann⁸ qui ont par ailleurs insisté sur l'intensité de son engagement: «*Il appartenait au groupe trotskiste genevois; âgé de 24 ans, il était grand, maigre et presque chauve. C'était un adhérent fanatique de la IVème Internationale, et bolchevik jusqu'à la moelle, comme il le disait lui-même.*»⁹

En Espagne, Moulin n'est pas allé directement au front. Arrivé dans la péninsule ibérique avec les époux Thalmann, il a milité activement à Madrid et à Barcelone. Peu convaincu, si l'on en croit le récit du couple suisse, par l'attitude et la ligne du POUM, il s'est rapproché des «*Amis de Durutti*», un groupe libertaire qui avait lui-même pris ses distances vis-à-vis des membres de la CNT qui participaient au gouvernement républicain¹⁰. C'est ainsi par exemple que, dans le contexte du 1^{er} mai 1937, Moulin a diffusé un tract dénonçant «*la politique des staliniens, ainsi que l'attitude hésitante des anarchistes et du POUM*»¹¹. Quelques jours après les événements de la centrale téléphonique¹², et en pleine activité militante, le jeune révolutionnaire a disparu pour ne plus reparaître. On sait avec quelle vigueur l'appareil stalinien s'est alors déchaîné contre les éléments trotskistes, ou prétendus tels, sous prétexte de leur soi-disant alliance avec le fascisme. Il ne fait donc guère de doutes que, à l'instar d'autres militants révolutionnaires, Moulin ait été victime de la répression stalinienne qui sévissait alors à Barcelone¹³, même si les circonstances exactes et la date de sa mort restent inconnues à ce jour.

6. Pierre Broué, *op. cit.*, pp. 181, 238 et 343.

7. David Vogelsanger, *Trotskyismus in der Schweiz. Ein Beitrag zur Geschichte der Schweizer Arbeiterbewegung bis zum Zweiten Weltkrieg*, Zurich, Zentralstelle der Studentenschaft, 1986, p. 221. Voir aussi Peter Huber, *Stalins Schatten in der Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau: Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Zurich, Chronos, 1995, pp. 419 et 604.

8. Pavel et Clara Thalmann, *Combats pour la liberté. Moscou-Madrid-Paris*, Quimperlé, La Digitale, 1983 (édition originale en allemand: 1977), pp. 168-238.

9. *Ibid.*, p. 168.

10. *Ibid.*, p. 184.

11. *Ibid.*, p. 186.

12. C'est le contrôle de ce bâtiment, qui fut un véritable «*lieu de mémoire*» par rapport aux discordes au sein du camp républicain, qui a donné lieu aux affrontements les plus violents entre ceux qui voulaient gagner la guerre sans faire la Révolution et ceux qui entendaient la gagner par le biais d'un processus révolutionnaire.

13. Voir à ce sujet Pierre Broué, *op. cit.*, notamment pp. 177-191.

Nous disposons de quelques témoignages écrits émanant de Moulin au cours de son séjour en Espagne, mais il s'agit seulement de textes politiques adressés à des bulletins trotskistes. Dans une correspondance publiée le 21 octobre 1936¹⁴, Moulin s'en prend par exemple vertement à l'entrée du POUM dans le gouvernement et fustige le «centrisme», c'est-à-dire l'opportunisme dont il taxe cette organisation. *« Nous avons, en son temps, critiqué la participation du POUM au Conseil d'Economie – écrit-il –, en déclarant que sa constitution, malgré l'apparence révolutionnaire de son programme, ne servait qu'à canaliser, c'est-à-dire briser le flot de la révolution. Une fois de plus, la marche des événements nous a donné raison. La première vague révolutionnaire à peine aplanie un peu, les "chefs" ouvriers renoncent aux points essentiels du programme, preuve qu'ils ne l'ont jamais pris au sérieux. »* En août 1936, dans un autre texte du même genre, Moulin avait pourtant qualifié le POUM d'élément le plus progressiste, relevant en même temps qu'il était un parti de masse dans la région la plus cruciale pour la révolution espagnole, la Catalogne¹⁵.

Ces exemples nous confirment pleinement la passion militante, l'intransigeance, mais aussi la capacité d'analyse politique du jeune Hans Freund. Ce cas, qui est évidemment exceptionnel, n'est pourtant pas complètement isolé, et il paraît surtout significatif. Il illustre le rôle trouble qui a été joué par la répression stalinienne. Et aussi, sans préjuger de la question de savoir si une issue révolutionnaire était vraiment possible dans ce contexte, la capacité du mouvement ouvrier de s'en prendre lui-même à ses propres forces vives en se coupant de toute possibilité de parvenir à réaliser ses aspirations. C'est là un constat qui condamne sans appel le stalinisme, ce briseur d'espérances. C'est aussi un aspect de l'histoire du mouvement ouvrier et de ses défaites qu'il faudrait méditer de manière critique. Mais ce qui nous importait ici par-dessus tout, c'était d'évoquer et de ne pas laisser oublier l'itinéraire de ce jeune révolutionnaire qui a abandonné ses études en histoire pour aller combattre le fascisme au péril de sa vie là où cette peste noire tentait d'amorcer son projet de conquête universel.

14. Service d'Information et de Presse pour la Quatrième Internationale, n° 12, 21 octobre 1936.

15. Mitteilungen der «Marxistischen Aktion» der Schweiz (Bolschewiki-Leninisten), n° 5, août 1936.

